

F. 96 — 1761

[C — 31293]

**25 JANVIER 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
régulant la reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique des personnes handicapées
suivant des études ou une formation professionnelle**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 6, 6°, 9° et 14°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant qu'il est indispensable de fixer sans délai les conditions générales de reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 2° décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- 3° Fonds : le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;
- 4° structure : une structure d'accompagnement pédagogique de personnes handicapées suivant des études ou une formation professionnelle.

Art. 3. Les structures ont pour missions :

1° l'encadrement pédagogique de personnes handicapées déficientes sensorielles admises au bénéfice des dispositions régionales ou communautaires en matière d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et qui suivent :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par la Communauté française;
- soit une formation professionnelle qualifiante organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public et organisée sur les territoires, soit de la Région de Bruxelles-Capitale, soit de la Région wallonne;

2° l'accompagnement psycho-pédagogique des étudiants et stagiaires;

3° l'information du corps professoral et des autres étudiants et stagiaires des besoins particuliers de la personne accompagnée par une structure.

Art. 4. Le Collège accorde la reconnaissance sur proposition du Fonds pour une durée de deux ans éventuellement renouvelable. La décision motivée du Collège est communiquée au demandeur.

La reconnaissance est accordée pour l'accompagnement pédagogique, soit de personnes atteintes d'un handicap de l'ouïe, soit de personnes atteintes d'un handicap de la vue, soit de ces deux handicaps.

Art. 5. Pour être reconnue, une structure doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° répondre aux objectifs définis à l'article 3 du présent arrêté;
- 2° être constituée sous forme d'a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l.;
- 3° installer son siège social dans la Région de Bruxelles-Capitale;
- 4° pour une structure encadrant des étudiants universitaires, être organisée dans le cadre d'une université;
- 5° collaborer effectivement avec un ou des organismes spécialisés dans le domaine du handicap de l'ouïe ou de la vue, selon la ou les catégories de personnes handicapées auxquelles souhaite s'adresser la structure;
- 6° réaliser l'encadrement pédagogique et l'accompagnement psychopédagogique en dehors des périodes de cours ou de formation par des personnes diplômées ou des étudiants en année terminale d'études supérieures dans les matières apprises par l'étudiant ou le stagiaire handicapé concerné;
- 7° tenir un dossier par bénéficiaire comprenant :
 - la demande d'accompagnement pédagogique,
 - la convention conclue avec lui,
 - les documents attestant que le bénéficiaire est admis au bénéfice des dispositions d'une réglementation régionale ou communautaire en matière d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et qu'il suit des études ou une formation telles que précisées à l'article 3, 1°,
 - les prestations effectuées en sa faveur;
- 8° réunir le personnel d'encadrement au moins une fois par mois afin de coordonner les activités et tenir un rapport de ces réunions;
- 9° assurer la formation du personnel d'encadrement, à raison d'au moins 10 heures de formation dès l'engagement;
- 10° tenir un registre d'activités de chaque membre du personnel;
- 11° tenir un dossier par membre du personnel comprenant les documents attestant qu'il répond aux conditions prévues au point 6° de cet article et à l'article 7, alinéa 2, tiret 2;
- 12° se soumettre aux évaluations et contrôles assurés par les services du Fonds;
- 13° tenir une comptabilité par année budgétaire suivant le modèle du plan comptable normalisé sur base du modèle arrêté par le Fonds et fournir annuellement pour le 30 avril de l'année qui suit l'exercice un compte de recettes et dépenses approuvé par l'Assemblée générale et signé par un administrateur sur base du modèle arrêté par le Fonds.

Art. 6. Le Collège peut fixer le nombre maximum de structures susceptibles d'être reconnues.

Art. 7. La demande de reconnaissance d'une structure doit être introduite par lettre recommandée à la poste auprès du Fonds sur le formulaire préparé à cet effet par ses services. Il en accuse réception.

Sous peine d'irrecevabilité, elle doit comporter les documents et renseignements complémentaires suivants :

— une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications;

— pour chaque membre du personnel, la copie du contrat qui le lie à la structure et un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

— une copie du contrat en matière d'assurance et de responsabilité civile pour les membres du personnel.

Art. 8. Le Fonds instruit la demande de reconnaissance et procède à une inspection pour vérifier si la structure répond aux conditions de reconnaissance.

Lorsque la demande est recevable, il transmet sa proposition au Collège dans les deux mois de la demande.

Art. 9. Le Collège statue sur la demande dans les deux mois qui suivent la transmission de la proposition du Fonds. Sa décision d'accord ou de refus est notifiée immédiatement au demandeur par lettre recommandée à la poste.

La reconnaissance ne peut prendre effet à une date antérieure à la demande.

Art. 10. La demande de prolongation de la reconnaissance de la structure est introduite auprès du Fonds au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision de reconnaissance précédente.

La structure demeure reconnue jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de prolongation.

La demande de prolongation est instruite selon les règles applicables à la demande de reconnaissance sur le formulaire préparé à cet effet par les services du Fonds.

Art. 11. Toute modification dans le fonctionnement et l'organisation de la structure doit être communiquée au Fonds. L'engagement de nouveaux membres du personnel en cours de reconnaissance est soumis au respect des conditions reprises aux articles 5, 6° et 7, alinéa 2, tiret 2.

Art. 12. Le Collège, sur proposition du Fonds, peut retirer à tout moment la reconnaissance d'une structure qui ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté.

Lorsqu'une des conditions de reconnaissance n'est plus respectée, le Fonds adresse par lettre recommandée à la structure une mise en demeure motivée de respecter les conditions de reconnaissance. Si après un délai d'un mois, le Fonds constate que les conditions de reconnaissance ne sont toujours pas remplies, il transmet au Collège une première proposition de retrait de reconnaissance et en informe la structure.

Si le Collège approuve la première proposition du Fonds, ce dernier notifie cette proposition à la structure par lettre recommandée. La structure dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, auprès du Fonds qui fixe le jour et l'heure d'audition.

Le Fonds transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une deuxième proposition de maintien ou de retrait de reconnaissance au Collège. Le Collège prend sa décision. Celle-ci est motivée et notifiée par le Fonds par lettre recommandée à la poste.

La décision de retrait de reconnaissance entraîne l'arrêt du subventionnement de la structure le premier jour du troisième mois qui suit celui de la notification de la décision.

La structure est tenue de communiquer immédiatement la décision de retrait de reconnaissance aux bénéficiaires de la structure et aux membres du personnel.

Art. 13. Les structures actuellement reconnues conservent leur reconnaissance à condition qu'elles introduisent une demande de prolongation de reconnaissance au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'à ce que le Collège ait statué sur leur demande.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996.

Bruxelles, le 25 janvier 1996.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

VERTALING

25 JANUARI 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van de erkenning van de pedagogische begeleidingsstructuren van gehandicapten die studeren of een beroepsopleiding volgen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 6, 6°, 9° en 14°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en de wijzen van tegemoetkoming in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op het artikel 3, § 1;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld de algemene voorwaarden vast te stellen tot erkenning van de pedagogische begeleidingsstructuren;

Op de voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

- 1° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;
- 3° Fonds : het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;
- 4° structuur : een pedagogische begeleidingsstructuur voor gehandicapten die studeren of een beroepsopleiding volgen;

Art. 3. De structuren hebben als opdracht :

1° de pedagogische omkadering van gehandicapten met sensoriele deficiëntie die zijn toegelaten volgens de gewestelijke of communautaire bepalingen op het vlak van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en die :

— hetzij hogere al dan niet universitaire studies volgen erkend, door de Franse gemeenschap,
— hetzij een georganiseerde kwalificerende beroepsopleiding volgen, erkend of gesubsidieerd door een openbare overheid en georganiseerd op het grondgebied hetzij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij van het Waalse Gewest;

2° de psycho-pedagogische begeleiding van de studenten en de stagiairs;

3° de informatie van het professorenkorps en van de andere studenten en stagiairs over de bijzondere behoeften van de persoon die begeleid wordt door een structuur.

Art. 4. Het College verleent de erkenning op voorstel van het Fonds voor de duur van twee jaar en die eventueel hernieuwbaar is. De gemotiveerde beslissing van het College wordt meegedeeld aan de aanvrager.

De erkenning wordt toegekend voor de pedagogische begeleiding van personen met hetzij een gehoorhandicap, hetzij een gezichtshandicap, hetzij beide handicaps.

Art. 5. Om erkend te worden moet de structuur voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° beantwoorden aan de doelstellingen bepaald in het artikel 3 van dit besluit;
- 2° opgericht zijn onder de vorm van een v.z.w. of binnen een v.z.w.;
- 3° zijn maatschappelijke zetel vestigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 4° voor een structuur tot begeleiding van universitaire studenten, georganiseerd zijn in het raam van een universiteit;

5° daadwerkelijk samenwerken met één of meerdere gespecialiseerde instellingen op het vlak van gehoor- of gezichtshandicaps, naargelang van de categorie(en) van gehandicapten voor wie de structuur eventueel bestemd is;

6° de pedagogische omkadering en de psycho-pedagogische begeleiding verrichten buiten de cursus- of vormingsperiodes door gediplomeerde personen of studenten uit het eindjaar hogere studies in de onderwerpen welke aangeleerd werden door de betrokken gehandicapte student of stagiair;

7° een dossier bijhouden per begunstigde bestaande uit :

- de aanvraag tot pedagogische begeleiding,
- de overeenkomst die met hem werd afgesloten,
- de documenten die staven dat de begunstigde toegelaten is volgens de gewestelijke of communautaire bepalingen op het vlak van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en dat hij studies of een vorming volgt zoals bepaald in artikel 3,1°,
- de uitkeringen die aan hem werden gedaan;

8° het omkaderingspersoneel ten minste één maal per maand bijeenroepen met het oog op de coördinatie van de activiteiten en het bijhouden van een verslag van die vergaderingen;

9° zorgen voor de vorming van het omkaderingspersoneel en naar rato van minstens 10 uur vanaf de indienstneming;

10° een activiteitenregister van ieder personeelslid bijhouden;

11° een dossier bijhouden voor ieder personeelslid met de documenten waaruit blijkt dat hij voldoet aan de voorwaarden voorzien in punt 6° van dit artikel en aan het artikel 7, tweede lid, tweede streep;

12° zich onderwerpen aan de evaluaties en controles door de diensten van het Fonds;

13° een boekhouding bijhouden per begrotingsjaar volgens het model van het genormaliseerd boekhoudkundig plan op basis van het model vastgesteld door het Fonds en jaarlijks vóór 30 april van het jaar dat volgt op het dienstjaar, een ontvangsten- en uitgavenrekening voorleggen goedgekeurd door de Algemene vergadering en ondertekend door een bestuurder op basis van een model vastgesteld door het Fonds.

Art. 6. Het College kan het maximaantal structuren vaststellen die voor erkenning in aanmerking komen.

Art. 7. De aanvraag tot erkenning van een structuur moet ingediend worden bij een ter post aangetekende brief bij het Fonds op het formulier dat hiertoe door haar diensten werd opgemaakt. Zij bericht hiervan ontvangst.

Op straffe van onontvankelijkheid moet zij de volgende documenten en bijkomende inlichtingen bevatten :

- een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals deze werden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad vergezeld van de eventuele wijzigingen eraan;
- voor ieder personeelslid, de copie van het contract waardoor deze gebonden is aan de structuur en een bewijs van goed gedrag en zeden waarvan de datum van afgifte niet ouder mag zijn dan drie maand;
- een copie van het contract op het vlak van verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor de personeelsleden.

Art. 8. Het Fonds behandelt de aanvraag tot erkenning en gaat over tot een inspectie om na te gaan of de structuur beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk is maakt het Fonds zijn voorstel over aan het College binnen de twee maanden na de aanvraag.

Art. 9. Het College beslist over de aanvraag binnen de twee maand die volgen op het overmaken van het voorstel van het Fonds. Zijn beslissing tot akkoord of weigering wordt onmiddellijk bekendgemaakt aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief.

De erkenning kan niet ingaan op een datum die voorafgaat aan de datum van aanvraag.

Art. 10. De aanvraag tot verlenging van de erkenning van de structuur wordt ingediend bij het Fonds uiterlijk zes maand voor het verstrijken van de periode waarop de beslissing gold van de vorige erkenning .

De structuur blijft erkend tot het College beslist heeft over de aanvraag tot verlenging.

De aanvraag tot verlenging wordt behandeld volgens de regels die van toepassing zijn op de aanvraag tot erkenning op het formulier die hiertoe werd opgemaakt door de diensten van het Fonds.

Art. 11. Iedere wijziging aan de werking en de organisatie van de structuur moet meegedeeld worden aan het Fonds. De aanroeping van nieuwe personeelsleden tijdens de erkenning wordt onderworpen aan de voorwaarden vermeld in de artikelen 5, 6^e en 7, tweede lid, tweede streep.

Art. 12. Het College, op voorstel van het Fonds, kan op ieder tijdstip de erkenning van een structuur intrekken welke niet meer voldoet aan de voorwaarden waarin is voorzien in dit besluit.

Wanneer niet meer voldaan wordt aan één van de erkenningsvoorwaarden , richt het Fonds aan de structuur per aangetekende brief een gemotiveerde ingebrekestelling om de erkenningsvoorwaarden te doen naleven. Indien het Fonds na één maand, vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog steeds niet vervuld zijn, bezorgt het aan het College een eerste voorstel tot intrekking van de erkenning en brengt het dit ter kennis van de structuur.

Indien het College het eerste voorstel van het Fonds goedkeurt, geeft laatstgenoemde van dit voorstel kennis per aangetekende brief aan de structuur. De structuur beschikt over een termijn van dertig dagen om een memorie in te dienen en zich, op aanvraag, te laten horen bij het Fonds dat de dag en het uur bepaalt van de hoorzitting.

Het Fonds bezorgt aan het College binnen de dertig dagen die volgen op de hoorzitting een tweede voorstel tot behoud of intrekking van de erkenning. Het College neemt zijn beslissing die gemotiveerd is en waarvan kennis wordt gegeven door het Fonds bij een ter post aangetekende brief.

De beslissing tot intrekking van de erkenning brengt de stopzetting mee van de subsidiëring van de structuur op de eerste dag van de derde maand die volgt op de maand van de kennisgeving van de beslissing.

De structuur dient onmiddellijk de beslissing van intrekking van de erkenning mee te delen aan de begunstigen van de structuur en aan de personeelsleden.

Art. 13. De structuren die momenteel zijn erkend, behouden hun erkenning, op voorwaarde dat zij een aanvraag indienen tot verlenging van de erkenning ten laatste zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit en tot het College beslist heeft over hun aanvraag.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

Brussel, 25 januari 1996.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid belast met de Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

F. 96 — 1762

[C — 31305]

4 JUILLET 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, notamment les articles 117 et 118;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu le protocole N° 96/5 du Comité de secteur XV, Cocof - OIP;

Considérant qu'au sein de la Commission communautaire française, il y a lieu d'assurer des convergences dans le traitement des dossiers relatifs au personnel, notamment en ce qui concerne les recours en matière de sanctions disciplinaires; qu'il convient, à cet effet, de prévoir une chambre de recours commune aux Services du Collège et aux organismes d'intérêt public de la Commission;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels et du Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes;

Vu la délibération du Collège du 13 juin 1996,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une des matières visées aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.